

Protéger le patrimoine   Chisinau: une lutte politique, économique et sociale

Description

Depuis l'indépendance en 1991, le patrimoine historique de la République de Moldavie et plus particulièrement de sa capitale, Chisinau, subit les conséquences de la transition démocratique. Malgré les efforts d une Agence nationale chargée de la protection du patrimoine, les monuments historiques sont encore souvent démolis dans un contexte économique tendu, min  par la corruption et l'indifférence.

En septembre 2010, les premières Journées du Patrimoine, consacrées au  paysage culturel  étaient organisées en République de Moldavie. Au même moment, l Agence moldave d Inspection et de Restauration des Monuments, créée en 2006, publiait son  Livre noir du Patrimoine culturel de la Municipalité de Chisinau , un inventaire illustré et détaillé de l ensemble des bâtiments d  int r t local  ou  r gional  du centre historique de la capitale moldave.[1] Cet ouvrage fait état d un constat plutôt alarmant: sur 977 monuments répertoriés   Chisinau, 77 ont été démolis entre 1993 et 2010, 177 ont été dégradés par des interventions structurelles et architecturales illicites et 17 se trouvent dans un état de délabrement avancé, promis   une disparition certaine. Avec ce nouveau  Livre noir , Ion Stefanita, le directeur de l Agence, et son équipe tentent de sensibiliser le monde politique, les médias et l opinion publique   une cause qui peut sembler désespérée, tant elle se heurte   des impératifs politiques, économiques et sociaux bien plus forts. Chisinau, qui se rêve européenne, serait-elle en voie de  bruxellisation [2]?



Détruire en toute I galit 

Le centre-ville de Chisinau suit un plan en damier rigoureux hérité de son statut d ancien centre administratif et politique au 19e siècle, quand la Bessarabie était une province de l Empire des Tsars. Le boulevard central et ses rues adjacentes offrent   voir certaines constructions soviétiques emblématiques de la ville, comme la tour des télécommunications, ainsi que des bâtiments plus anciens, tels que la Mairie, la Maison Herta[3] ou le Musée d Histoire et d Arch ologie, témoignant d un certain éclectisme. De part et d'autre de cet axe, la majorité du tissu urbain du  vieux Chisinau  est composé de maisons de plain-pied datant pour la plupart de la fin du 19e siècle, de petites cours et de rues bordées d'arbres qui cachent parfois des édifices aussi insolites que le Musée d Ethnographie.

Les grands projets immobiliers -des tours de logements ou de bureaux-, et les destructions que leur construction suppose, constituent l une des préoccupations majeures de l Agence dirigée par Ion Stefanita: les bâtiments historiques sont détruits, des tours sont construites, mais les documents sont en règle alors que les vieilles demeures étaient répertoriées comme patrimoine

historique. L'exemple le plus symbolique de ce phénomène ne est celui du Manoir Teodosiu: situé en plein centre-ville, construit en 1836 par l'architecte Bernardazzi, le bâtiment a été inscrit au Registre des Monuments en 1993 avant d'en être exclu par décision du Ministre de la Culture en 2005 puis démolie dans les 48 heures. La décision a été envoyée au Parlement, où elle a été préliminairement discutée, mais aucune enquête n'a finalement été ouverte quant à ce cas de destruction «légale» d'un monument réputé comme historique.

Autre exemple de démolition «légale»: en mai 2009, le Conseil municipal de Chisinau a voté l'abrogation du Registre des Monuments d'importance locale. Juste après la décision, l'entreprise nationale Moldovagaz a ordonné les travaux d'un nouvel immeuble de bureaux dans le centre historique. Des vestiges archéologiques découverts sur le chantier ont alors été détruits. Après les protestations de l'agence et la médiatisation de l'affaire, l'abrogation a été annulée en décembre 2009, des fouilles archéologiques sont en cours sur ce site, mais ce qui a été détruit ne peut être récupéré[4].

Dans ce contexte, l'Agence nationale pour l'inspection et la Restauration des Monuments semble mener un combat perdu d'avance contre la destruction de l'ensemble du patrimoine du centre historique de Chisinau en particulier, et de l'ensemble de la République en général. Pourtant une base légale existe: la Moldavie est dotée dès 1993 d'une loi sur la Protection des Monuments et a également signé et ratifié des conventions internationales dans ce domaine. Mais l'Agence dénonce l'absence de mise en pratique ou le non respect des normes législatives en la matière, ainsi qu'une terminologie d'ensemble confuse qui facilite la spéculation et, au final, la destruction.

Le Registre des Monuments a été élaboré et approuvé par le Parlement en 1993, mais il n'a été publié au Journal officiel qu'en février 2010. L'ancien président communiste, Vladimir Voronine, avait bien constitué une commission pour se pencher sur les problèmes de la préservation du patrimoine, mais elle est bornée à préparer la restauration de différents monuments aux héros afin de célébrer le 60e anniversaire de la fin de la Seconde Guerre mondiale. Cet événement revêt en effet une importance particulière dans le discours communiste destiné à mobiliser la foule de vétérans et à assurer du soutien des nostalgiques de l'ancien régime.

Quel que soit le pouvoir

Ce n'est qu'après l'arrivée au pouvoir de la nouvelle Alliance pour l'Intégration européenne, formée après les élections anticipées de juillet 2009 et remaniée après les élections de novembre 2010, que le Registre des monuments a pu être publié au Journal officiel, acquérant ainsi une légitimité publique et marquant une première étape visible dans l'application de la loi. Cette publication a en outre permis comme une avancée significative à l'ancien gouvernement communiste s'était avéré peu efficace.

Il serait toutefois trop simple d'encenser le nouveau pouvoir pro-européen, dans la mesure où les dénonciations formulées par l'Agence touchent autant les proches de l'ancien que du nouveau gouvernement. D'une part, la protection du patrimoine se confronte à un enjeu politique de taille, et les articles de presse relatant les ventes abusives de biens publics ou les destructions trop hâtives sont nombreux à incriminer l'ancien pouvoir.[5] D'autre part, les destructions sont facilitées par la corruption, qui s'est développée dans un contexte économique difficile depuis

lâ??indÃ©pendance et semble aujourd'hui encore toucher lâ??ensemble des couches de la sociÃ©tÃ©. Aussi, il est assez aisÃ© de soudoyer un fonctionnaire et de contourner le peu de protections entourant un bÃ¢timent rÃ©pertoriÃ©. Lâ??Agence d'Ã©voile des mÃ©canismes douteux permettant de vendre nÃ¢??importe quoi Ã un promoteur proche de tel homme politique et se heurtent Ã des attaques et Ã des intimidations. Mais pour Ion Stefanita:Â Â«La loi doit Ãatre respectÃ©e par tousÂ»[6].

Au-delÃ des longues procÃ©dures administratives, les sommes requises pour restaurer les bÃ¢timents abÃ©mÃ©s, dÃ©gradÃ©s ou en ruine, sont difficiles Ã trouver. Le cas du futur siÃ©ge de lâ??Agence, un bÃ¢timent historique du centre de Chisinau, en est rÃ©vÃ©lateur: une premiÃ©re somme a Ã©tÃ© allouÃ©e par lâ??Unesco et le MinistÃ©re des Affaires Ã©trangÃ©res italiennes et les travaux ont commencÃ© par la consolidation du bÃ¢timent, le changement de la toiture et la destruction dÃ¢??annexes construites Ã lâ??Ã©poque soviÃ©tique. Pourtant, sur un budget total de 4,2 millions de lei moldaves[7], lâ??Agence ne dispose encore que dÃ¢??un million. Les travaux sont en cours, mais cette somme nÃ¢??est pas suffisante pour les terminer et lâ??Agence continue la prospection sans certitude dÃ¢??obtenir les sommes manquantes.[8] Pour l'heure, les sept membres de lâ??Ã©quipe sont donc installÃ©s dans un seul bureau du bÃ¢timent du gouvernement. Lâ??expression consacrÃ©e de Â«pays le plus pauvre dÃ¢??EuropeÂ» nÃ¢??est hÃ©las pas quÃ¢??un clichÃ© et avec un salaire mensuel moyen avoisinant 100â?¬ dans le secteur agricole et 200â?¬ dans lâ??enseignement[9], on peut supposer que si la population moldave ne se prÃ©occupe que peu de lâ??Ã©tat de ses monuments, c'est qu'elle se trouve elle-mÃªme dans une situation difficile au quotidien et se concentre sur des problÃ©mes qu'elle estime plus urgents. A terme, le Â«tempsÂ» et lâ??indiffÃ©rence gÃ©nÃ©ralisÃ©e pourraient s'avÃ©rer fatals pour le centre historique de Chisinau. Il a fallu plusieurs dÃ©cennies Ã lâ??Europe de lâ??Ouest pour rÃ©aliser que la Â«bruxellisationÂ» et le Â«faÃ§adismeÂ» avaient ouvert la porte Ã la modernitÃ© mais aussi Ã la destruction de tout un pan de son patrimoine. Dans les conditions politiques et Ã©conomiques actuelles de la Moldavie, le dÃ©sir de Â«modernitÃ©Â» ne laisse que peu de place Ã ces considÃ©rations trop souvent perÃ§ues comme purement esthÃ©tiques: Ã choisir entre une ancienne maison de plain-pied dont il faudra assurer la restauration et l'entretien et un immeuble flambant neuf de quinze Ã©tages, le Â«progrÃ©sÂ» l'emporte massivement sur le patrimoine. Ion Stefanita et son Ã©quipe continuent nÃ©anmoins leur lutte et leurs actions de mÃ©diatisation. Les choses Ã©voluent dans un sens parfois iconoclaste comme fin 2010: la transformation en squat dÃ¢??artistes dÃ¢??une maison abandonnÃ©e du centre-ville situÃ©e Ã cÃ¢tÃ© du palais nÃ©o-kitsch Ã©rigÃ© par un homme dÃ¢??affaires local a donnÃ© lieu a une vague de reportages et de manifestations civiques et artistiques que lâ??on nÃ¢??aurait pu imaginer il y a encore deux ans.

Notes:

[1] Ion Stefanita (dir.),Â *Cartea neagra a patrimoniului cultural al Municipiului Chisinau*, Continental Grup, Chisinau, 2010.

[2] En rÃ©fÃ©rence Ã la tendance qui consiste Ã Â« moderniser Â» une ville au dÃ©triment de son patrimoine, tendance identifiÃ©e Ã Bruxelles Ã partir de la fin des annÃ©es 1950.

[3] Il sÃ¢??agit dÃ¢??une grande maison bourgeoise situÃ©e sur le boulevard central de Chisinau, construite en 1905 dans un style Ã©clectique aux accents baroques viennois.

[4] Voir Ã propos de ces deux exemples lâ??article de Sergiu Musteata, Â«Patrimoniul arhitectural al Republicii Moldova, intre lege si faradelegeÂ» (Le Patrimoine architectural de la RÃ©publique de Moldavie, entre loi et hors-la- loi), in: Ibid note 1, p.6-24.

[5] Voir les articles repris en annexe du livre noir. Voir aussi: A.Olaru, Â«Comert cu â??suflete

moarteâ?? de 70 000 000 de leiÂ» (Commerce avec des Â«Ãœmes mortesÂ» de 70 000 000 de lei), 9 juillet 2010, sur le site internet dâ??information www.jurnal.md

[6] Entretien avec Ion Stefanita, rÃ©alisÃ© par Tamara Gorincioi, dans le journalÂ *Capitala*, Chisinau, 26 mai 2010. Lâ??entretien en intÃ©gralitÃ© dans le Â«livre noirÂ».

[7] Plus ou moins 250 000 â?¬.

[8] Entretien avec Ion Stefanita, Chisinau, 10 dÃ©cembre 2010.

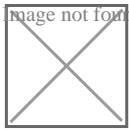
[9] Salaires moyens au 30 dÃ©cembre 2010.

* Louise BARSEGHIAN est chargÃ©e de Projets culturels

** Â Julien DANERO IGLESIAS est assistant en Science politiques Â lâ??UniversitÃ© libre de Bruxelles, chercheur au CEVIPOL

Photographie en vignette: Chisinau, avril 2008 (Ã© Valea Morilor).

image not found or type unknown



[Â Retour en haut de page](#)

date crÃ©Ã©e

16/02/2011

Champs de MÃ©ta

Auteur-article : Louise BARSEGHIAN* et Julien DANERO IGLESIAS**